



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-43 - Séance du 24/09/2020

ACTES

7. Finances locales

7.10 Divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	11	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 24 septembre à 9h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 21/09/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 21/09/2020.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

Absent représenté :

Alain SOULIER représenté par Christiane GAUBERT

Absent excusé :

Jean-Luc MEISSONNIER ;

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-43 – EHPAD : ACCEPTATION DE DON

Vu l'article L.2242-3 du code général des collectivités locales qui autorise les établissements publics communaux à accepter ou refuser par délibération les dons et legs qui leur sont faits.

Christiane GAUBERT informe le conseil d'administration que « le Crédit Agricole », dans le cadre de son opération « Tous solidaire/Covid 19 » en faveur des personnes âgées, a fait un don d'une valeur de 2328 euros au profit de l'EHPAD.

Il est proposé au conseil d'administration d'accepter et d'encaisser ce don sur le budget annexe du CCAS.

Le conseil d'administration est appelé à en délibérer.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration :

- **ACCEPTE** le don de 2328 euros,
- **AUTORISE** l'affectation de cette somme sur le budget annexe du CCAS.

Pour extrait conforme,
Le 24/09/2020
La Vice-Présidente du CCAS,
Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.